



**C\_2016\_096**

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

**SÉANCE DU JEUDI 30 JUIN 2016**

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Affaires Culturelles

L'an deux mille seize le trente juin à dix sept heures trente, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	55

Objet de la délibération:  
**Label "Pays d'Art et d'Histoire" - Engagement de la démarche**

**PRÉSENTS :**

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Georges ROUVIER, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Jutta AUGUIN, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Yves LE POULAIN, Florence LEROUX, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

**REPRÉSENTÉ(S) :**

Alain PARLANTI pouvoir à Nathalie GONZALES, Raymond GRAS pouvoir à Bernard CHILINI, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Anne-Marie AMOROSO pouvoir à Jacques LECOINTE, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Bernard CHARDES pouvoir à Sylvain SENES, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Gérard PIERRUGUES, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOUIS pouvoir à Frédéric MARCEL, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER, Christine PREMOSELLI pouvoir à Florence LEROUX, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

**ABSENT(S) :**

Richard STRAMBIO, Gilbert BOUZEREAU, Alain HAINAUT, Grégory LOEW, Sandrine MARY-BOUZEREAU, Francine REGAZZETTI, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Madame Marie-Christine GUIOL

**RAPPORTEUR :** Madame Nicole FANELLI

Transmis le : .....

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

La Communauté d'Agglomération Dracénoise, forte de ses 19 communes, entend favoriser avec cohérence le développement touristique et culturel de son territoire.

Les orientations proposées en matière d'aménagement et de développement territorial consignées dans les documents en cours d'élaboration -Schéma de Cohérence Territorial et Schéma de développement touristique- attestent la volonté de la Communauté d'Agglomération Dracénoise de maîtriser son développement et son cadre de vie.

Celle-ci a l'opportunité de s'engager aujourd'hui dans une démarche de labellisation de son territoire en « Pays d'Art et d'Histoire », véritable outil de développement culturel territorial et touristique .

Ce label est attribué par le Ministère de la culture et de la communication après avis du Conseil national des Villes ou Pays d'Art et d'Histoire.

Il qualifie des territoires, communes ou groupements de communes qui, conscients des enjeux que représente l'appropriation de leur architecture et de leur patrimoine par les habitants, s'engagent dans une démarche active de connaissance, de conservation, de médiation, et de soutien à la création et à la qualité architecturale et du cadre de vie.

Le dispositif de labellisation « Pays d'Art et d'Histoire » permettra de fédérer les communes du territoire autour d'une dynamique collective et partenariale, inscrivant le patrimoine au cœur d'une politique globale et transversale touchant aux domaines de la culture, de l'urbanisme, du développement durable, de la protection et de la valorisation des paysages et du patrimoine, des nouvelles solidarités et bien entendu du tourisme.

L'élaboration du dossier de candidature nécessitera une large concertation et sera articulée par un comité de pilotage qui validera un diagnostic de territoire et proposera les grandes orientations stratégiques.

Les services de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, le Conseil régional Provence-Alpes-Cote-d'Azur et le Conseil départemental du Var seront associés et sollicités pour leur expertise dans leurs domaines de compétence.

Le Conseil de développement de la Communauté d'Agglomération Dracénoise sera également sollicité.

Le Conseil d'agglomération sera informé régulièrement de l'avancée des travaux, considérant que le dossier de candidature nécessite en général 18 à 24 mois de conception.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission « Culture » réunie le 8 juin 2016, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir autoriser Monsieur le Président à :

- engager la Communauté d'Agglomération Dracénoise dans la procédure de candidature en vue de l'obtention du label « Pays d'Art et d'Histoire » auprès de l'État - Ministère de la culture et de la communication ;
- prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, en

installant notamment un comité de pilotage et un comité technique pour formaliser le dossier de candidature ;

Envoyé en préfecture le 05/07/2016

Reçu en préfecture le 05/07/2016

Affiché le

ID : 083-248300493-20160630-C\_2016\_096-DE

- solliciter des aides financières pour l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 30 juin 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.